

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

# Secours catholique : les demandes alimentaires en hausse en 2020

Ce jeudi, comme chaque année, le Secours catholique-Caritas France publie son rapport sur l'état de la pauvreté en France en 2020. En Bourgogne-Franche-Comté, les demandes alimentaires sont en hausse par rapport à 2019, mais restent bien inférieures au taux relevé en 2015.

« Derrière les masques, les situations d'urgence n'ont pas disparu », résume le Secours catholique-Caritas France. Tous les ans, l'association recueille les données remontées de ses 72 délégations nationales, dont celle de Bourgogne\*, pour dresser une analyse statistique de l'état de la pauvreté en France. « En 2020, 61 300 bénévoles, répartis dans près de 3 500 équipes, ont accompagné 777 000 personnes », indique l'association.

Dès lors, en 2020, année marquée par le début de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, voici quelles ont été les caractéristiques de la pauvreté dans la région.

## ■ Dans la région, les hommes seuls sont les plus nombreux à venir au Secours catholique

Selon Gérard Morice, du Secours catholique de la Côte-d'Or, en 2020, la majorité des personnes accueillies – qu'elles soient françaises ou étrangères – en Bourgogne-Franche-Comté ont été des hommes seuls (29,6 %), des mères seules (22,5 %), des femmes seules (20,3 %), des couples avec enfants (18,9 %), mais aussi des couples sans enfant (5,6 %) et des pères seuls (3,2 %). Les personnes âgées entre 25 et 49 ans sont majoritaires (58,9 %).

## ■ La majorité des besoins exprimés concernent l'écoute, le conseil et l'accueil

« Le besoin d'aide reste toujours aussi important, sachant que le premier besoin demeure celui de l'écoute et de l'accueil », explique Gérard Morice. En termes de pourcentage, en Bourgogne-Franche-Comté, effectivement, 71,5 % des besoins exprimés concernent l'écoute, le conseil et l'accueil. Viennent ensuite l'alimentation (54,6 % en 2020, contre 50,9 % en 2019 et 66,1 % en 2015) puis la catégorie loyer-factures d'énergie-eau (12 %) et la mobilité (8,7 %).

## Des usagers contraints de choisir entre régler les factures ou se nourrir

Les usagers du Secours catholique sont souvent confrontés à un choix cornélien : choisir entre régler les factures et demander de l'aide aux associations pour manger. Ou se nourrir mais s'endetter et cumuler les impayés.

L'un des pourcentages les plus alarmants de ce rapport annuel publié ce jeudi (lire par ailleurs) est le fait que 27 % des ménages reçus par le Secours catholique en 2020 ne mangent pas pendant une journée entière (ou davantage) ou de manière régu-



En 2020, la demande d'aide alimentaire a augmenté parmi les ménages rencontrés par les équipes du Secours catholique en Bourgogne-Franche-Comté, passant de 51 % à 54 % en un an. Elle est toutefois moins élevée qu'en 2015. Photo d'illustration LBP/Philippe BRUCHOT

## ■ « La demande d'aide alimentaire concerne 54 % des ménages rencontrés »

Spécifiquement sur l'alimentation, une thématique mise en avant dans la dernière étude du Secours catholique, « la demande d'aide, légèrement à la baisse ces dernières années, est repartie à la hausse en 2020 pour concerner 54 % des ménages rencontrés », ceci aussi bien en France qu'en Bourgogne-Franche-Comté.

## ■ Le manque d'argent, première cause des difficultés en matière d'alimentation

« Les ménages aux plus faibles ressources – notamment quand le niveau de vie mensuel est inférieur à 600 € – formulent plus fréquemment une demande d'aide alimentaire, souvent couplée à d'autres demandes », détaille le Secours catholique. « Le manque d'argent est bien la première cause des difficultés en matière d'ali-

mentation. Parmi les ménages concernés, on retrouve des étrangers sans statut légal stable, des jeunes, des personnes seules en marge de la société ou des familles vivant dans un logement précaire. Le besoin d'aide alimentaire est aussi exprimé par des ménages disposant de ressources plus élevées, vivant en logement stable, percevant des revenus du travail ou des transferts. Il s'agit de ménages au budget extrêmement contraint, avec des dépenses souvent incompressibles (loyer et charges, transport, santé, pensions alimentaires, remboursement de dettes, etc.) qui ponctionnent trop fortement leurs ressources. »

Vincent LINDENEHER

\* Secours catholique, délégation de Bourgogne : 9 bis, boulevard Voltaire à Dijon. Tél. 03.80.68.09.80. Mail. bourgogne.secours-catholique.org.

## EN CHIFFRES

# 23 %

C'est le pourcentage de mères seules (22,5 %) accueillies par le Secours catholique en Bourgogne-Franche-Comté en 2020

# 1 200

Comme le nombre de bénévoles que compte la délégation du Secours catholique en Bourgogne

# 27 %

C'est le pourcentage des ménages reçus par le Secours catholique en 2020 qui ne mangent pas pendant une journée entière (ou davantage) ou de manière régulière

## DES PROPOSITIONS PLUS LARGES

Au-delà du volet alimentaire, le Secours catholique formule aussi des propositions dans d'autres domaines. L'association milite pour l'accès de chacun, à commencer par les personnes sans domicile, à un logement décent, pour la rénovation énergétique des logements des plus modestes, pour un accès à l'emploi des plus éloignés du marché du travail ou encore pour faciliter l'accès aux prestations sociales. Créée le 1<sup>er</sup> janvier 2012, la délégation du Secours catholique Bourgogne regroupe les quatre départements : Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire et Yonne. L'antenne compte 1 200 bénévoles et 17 salariés, qui « se mobilisent avec les personnes en difficulté pour créer des dynamiques de solidarité, mettre les personnes en lien et trouver des solutions ».

SAÔNE-ET-LOIRE

Montceau-Creusot-Autun

SAÔNE-ET-LOIRE

# Les personnes démunies o

Alors qu'il dévoile les résultats de son enquête annuelle sur la pauvreté, le Secours catholique milite pour un accès digne à une alimentation durable et de qualité. Exemples avec les paniers solidaires et bio, une initiative de l'équipe de Cluny, et les jardins solidaires, à Mâcon.

Un petit sapin de Noël en carton posé sur une corbeille de bonbons au chocolat. Des tasses fumantes de thé ou d'infusion. Des plaisanteries qui fusent autour de la table où s'est réunie une petite dizaine de personnes. Pas évident de distinguer parmi elles les bénévoles des bénéficiaires du Secours catholique de Cluny.

Comme chaque mardi, une quinzaine de paniers solidaires sont récupérés et payés par des personnes à faible revenu. Certains passent en vitesse avant d'aller au travail ou faire une course. Mais la plupart restent une bonne partie de l'après-midi à discuter comme des amis qu'ils sont devenus. On échange des recettes de cuisine, on prend des nouvelles d'un mari souffrant, on parle de ces tous et de ces riens qui tissent la vie quotidienne.

Tandis qu'une dame fait du crochet, Marie-Agnès, une religieuse qui a longtemps enseigné la couture, apprend à une jeune femme enceinte à tricoter des habits douillet pour son futur bébé. Au fil de l'après-midi, chacun repartira avec un panier de légumes bio, cultivés aux Jardins de Cocagne, une structure d'insertion mâconnaise. Il ne s'agit pas d'une distribution sans contrepartie. Les bénéficiaires glissent dans une tireli-



Chaque mardi, une quinzaine de paniers solidaires sont récupérés et payés au local du Secours catholique de Cluny.

« Ce n'est pas parce qu'on est pauvre qu'on doit manger n'importe quoi ! »

Édith Rosé, responsable du Secours catholique de Cluny

re la somme qu'ils estiment pouvoir payer, avec un minimum de 2 €, pour un panier dont le prix public est de 17 €. Le Secours catholique prend en charge la différence.

**Un système lancé après le premier confinement**

Ce système de paniers solidaires a été instauré au printemps 2020, après le pre-

mier confinement. « On réfléchissait depuis au moins deux ans au moyen de fournir une alimentation saine, tout en respectant la dignité des gens, explique Édith Rosé, responsable de l'équipe clunienne du Secours catholique. Nous ne voulions pas d'une distribution automatique, impersonnelle, ni d'une nourriture industrielle provenant

## Travail en commun et récoltes partagées

Dans les associations caritatives, on a coutume de distinguer les bénévoles et les bénéficiaires. Les premiers venant en aide aux seconds. Mais lorsqu'il faut bêcher la terre ou ramasser des haricots, chaussés des mêmes bottes en caoutchouc, la frontière entre les uns et les autres a disparu. Ce mercredi comme chaque semaine, une quinzaine de personnes sont rassemblées au bout d'une parcelle de 3 000 m<sup>2</sup>, entre le quartier mâconnais des Gautriats et la voie ferrée. Boissons chaudes et gâteaux concluent un après-midi de travail en commun.

### Récolter le fruit de son travail

« Ces jardins solidaires ont été créés par le Secours catholique sur un terrain prêté par la commune de Mâcon, explique Hubert Lepoutre, l'un des quatre bénévoles présents ce jour-là. L'idée était de sortir les gens de l'assistanat, en leur donnant les moyens de récolter les fruits de leur travail. Pendant quelques années, tous les jardiniers travaillaient la même parcelle et partageaient les récoltes. Mais on s'est aperçu que c'était toujours les mêmes qui décidaient et qui faisaient le plus gros du travail. » Il a donc été décidé de diviser le terrain en plusieurs parcelles de 100 m<sup>2</sup>, attribuées à des petites équipes de deux ou trois personnes. Le Secours catholique fournit les outils et les grai-



Bénévoles et bénéficiaires des jardins solidaires du Secours catholique, ce mercredi à Mâcon. Photo JSL/D. VALETTE

nes, mais chaque équipe est ensuite responsable de sa production et de la répartition entre les membres. Cependant, pour garder le sens du collectif, plusieurs grandes parcelles sont encore travaillées en commun, une demi-journée chaque semaine.

### Ouverts à tous

Nul besoin d'être envoyés par le Secours catholique pour venir jardiner. « Nous sommes ouverts à tous, souligne Hubert Lepoutre. Il y a des habitants du quartier, des personnes de la résidence départementale d'accueil et de soins, des gens envoyés par le centre communal d'action sociale, les Restos du cœur ou le

Secours populaire. Depuis quelques mois, des nouvelles parcelles sont cultivées par des patients du centre médico-psychologique, encadrés par des infirmiers, et par des "potes âgés" de l'Accorderie du Mâconnais \* ». Outre la récolte de nourriture fraîche et quasi bio, cette activité « crée du lien et donne envie aux gens de faire des choses ensemble, comme le résumant les bénévoles. C'est encore plus enrichissant de cultiver les relations humaines que les légumes ».

D.V.

\* Association d'échanges de services entre habitants.

# ont aussi le droit de bien manger



unly. Photo JSL/Damien VALETTE

des surplus de la grande distribution. Ce n'est pas parce qu'on est pauvre qu'on doit manger n'importe quoi ! »

France, une habituée des rencontres du mardi, apprécie ces moments de partage et d'humanité : « On n'est pas là pour juger les personnes, contrairement à ceux qui parlent des cassos. » Édith Rosé acquiesce : « Ici, on est tous à la

même table, à même hauteur. C'est un lieu où on peut se dire des choses très personnelles, en toute confiance. » Se nourrir avec des légumes bio, bons pour le corps, tout en s'enrichissant de belles rencontres humaines : face à la précarité, les paniers solidaires ont trouvé la bonne recette.

Damien VALETTE

## « Des personnes qui n'avaient pas l'habitude de recourir à l'aide alimentaire »

Selon Catherine Ranc, déléguée du Secours catholique pour la Bourgogne, « avec la crise du Covid, on n'a pas constaté de nouvelle vague de pauvreté, mais une aggravation de la situation des personnes déjà fragilisées et en grande difficulté. Et on a vu arriver de nouveaux profils : des étudiants, des autoentrepreneurs, des artisans... »

### Perte de revenus et hausse des dépenses

Cette semaine, le Secours catholique présentait les résultats de son étude annuelle sur l'état de la pauvreté en France (à partir des chiffres de 2020). Une étude déclinée pour la région Bourgogne lors d'une conférence de presse tenue cette semaine. Avec un accent mis sur l'aide alimentaire, que l'association ne considère pas



Les paniers solidaires hebdomadaires du Secours catholique de Clunay sont composés par les Jardins de Cognac avec les légumes bio produits à Mâcon. Photo JSL/Damien VALETTE

### LES EXPLICATIONS DE...

Luc Ménager, président du comité diocésain du Secours catholique de Saône-et-Loire

## « Le principe de l'accès digne à l'alimentation »

Lors de la présentation cette semaine du rapport statistique 2021 sur la pauvreté en Bourgogne, Luc Ménager, président du comité diocésain du Secours catholique de Saône-et-Loire, a exposé les grands principes et enjeux de l'association concernant l'alimentation.

« Nous sommes passés d'une distribution massive de colis après-guerre où il y avait urgence (plan Marshall) à des actions temporaires à réserver à des situations d'urgence et, aujourd'hui, le principe de l'accès digne à l'alimentation. Aujourd'hui les tickets services et l'aide financière sont privilégiés pour les situations de fragilités ponctuelles. Les épiceries sociales et solidaires se sont développées pour un accès plus durable et autonome. Les projets ouverts à toutes et à tous, les activités de convivialité et de partage des savoirs sont de plus en plus nombreuses (jardins partagés, repas partagés, ateliers cuisines, cueillettes, visites à la ferme, paniers frais solidaires...) L'accès de toutes et de tous à une alimentation de qualité est un droit.

### L'objectif d'une société plus fraternelle

Le Secours catholique souhaite que chaque individu puisse avoir un accès autonome, donc non stigmatisant, à une alimentation sûre, diversifiée, en quantité suffisante, de bonne qualité gustative et nutritionnelle.

Cette alimentation doit être produite dans des conditions socialement et écologiquement durables. Cet objectif est aussi celui d'une société plus fraternelle : celui de ne plus avoir des millions de personnes dans les circuits de l'aide alimentaire, réservée aux personnes en situation de précarité.

C'est la position du pape François et celle de l'enseignement social de l'Église mais aussi un droit humain reconnu par la déclaration universelle des droits de l'homme. Sa mise en œuvre n'est pas seulement une mise à l'abri de la faim. Ce droit parle de la possibilité des personnes de se nourrir dans la dignité, en produisant ou en achetant leur alimentation.

### Des produits non choisis

[...] Généralisée comme outil de lutte contre la précarité alimentaire, l'aide alimentaire risque de se limiter à un outil de gestion de la pauvreté qui entérine les inégalités sociales. Selon nous, elle doit être réservée uniquement à des situations temporaires d'urgence et de catastrophes.

[...] Les avantages fiscaux accordés aux entreprises et aux particuliers sont le principal soutien public, en termes financiers, pour la lutte contre la précarité alimentaire. Une partie de ces dons s'inscrit dans la lutte contre le gaspillage alimentaire et concerne des invendus.

Cette situation génère une problématique de l'aide alimentaire avec des produits que les associations, bien souvent, ne peuvent pas choisir. Récupérés à des dates proches de péremption, il en résulte des problèmes de qualité et des tensions dans les équipes quand il faut vite transporter, trier, donner. »

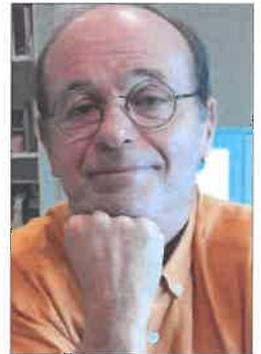


Photo DR

# 554

C'est, en euros, le revenu mensuel moyen des personnes qui recourent à l'accompagnement du Secours catholique en Bourgogne. Un chiffre à rapprocher de celui du seuil de pauvreté, fixé en France à 1 102 €, et au niveau de vie médian des Français : 1 837 € en 2019.

comme une aumône, mais comme un indispensable accès à une alimentation de qualité tout en conservant sa dignité.

Le Secours catholique a mené une enquête complémentaire sur plus de 1 000 ménages résidant sur 12 départements français. « La crise sanitaire a mis en exergue des personnes qui n'avaient pas l'habitude de recourir à l'aide alimentaire, notamment en raison de l'arrêt des petits boulots durant le confinement », souligne la déléguée régionale. Avec le choc du premier confinement, trois sur dix ont subi une perte de revenus, six sur dix ont vu leurs dépenses augmenter, notamment en raison de la nécessité d'acheter davantage de nourriture suite à la fermeture des cantines scolaires. Plus de 53 % se sentaient en insécurité

alimentaire, et 27 % reconnaissent régulièrement ne pas manger à leur faim, voire pas du tout certains jours...

### Dépasser la honte

Face à ces situations dramatiques, l'association estime que « la possibilité d'être acteur et actrice de ses choix alimentaires est une question de dignité. Elle seule permet de dépasser la honte ressentie lorsque l'on doit se tourner vers d'autres pour l'apport alimentaire quotidien ». Pour cela, ses équipes prennent des initiatives avec comme priorité le respect de la personne. Car comme le rappelle Gérard Morice, au-delà de l'aide alimentaire, « le premier besoin, c'est celui de l'écoute et de l'accueil. Il y a un fort besoin de lien social et de trouver une oreille attentive ».

D.V.

**SECOURS CATHOLIQUE** ■ Le rapport statistique annuel montre une accentuation de la précarité

## Aide alimentaire et accès à une alimentation digne

La demande d'aide alimentaire revient en force en France. Et le Secours Catholique est plus que jamais confronté à une situation de plus en plus dégradée.

Dans ce contexte, à côté du logement et de la faiblesse des revenus, l'aide alimentaire prend toute son importance, aide dont le Secours Catholique fait son cheval de bataille. Conscient des critiques et des ajustements dont l'aide alimentaire peut faire l'objet, il a procédé à une analyse fine de la question de l'aide alimentaire et, notamment, de l'accès à l'alimentation.

Des enquêtes menées au niveau national et régional auprès des ménages qui ont eu recours à l'aide alimentaire de mars à mai 2020, il ressort le besoin d'un accès digne à l'alimentation. Un principe de fond que le Secours Catholique ne veut plus ignorer. « Aujourd'hui, les aides financières sont pri-



AIDE. L'origine des produits distribués remise en question. PHOTO FRANÇOIS XAVIER GUTTON

vilégiées, les épiceries solidaires et durables se développent. Le Secours Catholique souhaite que chaque individu puisse avoir accès à une alimentation de bonne qualité

qu'il choisit »; expliquent les responsables départementaux.

Si le Secours Catholique milite pour un revenu minimum garanti de 919 € à partir de 18 ans sous con-

dition de ressources et à obtenir « le plus rapidement possible », il estime que l'aide alimentaire risque de se limiter à la gestion de la pauvreté. « Et nous sommes face à une

logique d'approvisionnement qui nous interpelle. » Concernant la collecte des invendus par exemple, « on doit dissocier la lutte contre le gaspillage de l'aide alimentaire ». Des chantiers que l'institution va mettre en route. Dans la Nièvre, « une coordination et des liens très étroits avec les départements de Saône-et-Loire et de l'Yonne œuvrent à l'accompagnement pour une alimentation digne et de qualité », souligne l'animateur pour la Nièvre, Sylvain Couedel.

### Un logement décent

Parallèlement, le Secours Catholique travaille à la notion du logement décent pour tous. « On peut être propriétaire d'un logement en milieu rural et être pauvre », un constat dont la riposte dans la Nièvre est l'opération Territoire zéro chômeur et qui fait ses preuves. « La Nièvre est l'un des départements les plus pauvres de France », témoi-

gne François Pierrat, vice-président du Secours Catholique de la Nièvre, « plus le milieu urbain est important, plus le manque de ressources et de logements se fait sentir. Dans un département rural, cela se ressent moins et on trouve moins d'associations et d'administrations pour prendre les gens en charge. Avec Territoire zéro chômeurs, notre but n'est pas de faire de l'aide ponctuelle, mais d'aider les gens dans leur globalité ». Avec les jardins partagés du sud de l'Yonne, « on va à la rencontre de ceux qui restent enfouis ».

Car, derrière tous ces besoins d'aide diverse, le premier reste celui de l'écoute et de l'accueil, « un fort besoin de lien social et d'oreille attentive ». Pendant la crise du Covid, le Secours Catholique a changé son mode de fonctionnement, en allant à la rencontre des gens sur place. ■

Christine Balle



## Les effets du confinement corrigés en CP et en CE1

**ÉCOLE.** Les élèves auraient retrouvé leur niveau d'avant-Covid.

PAGE 28



**POLITIQUE**  
La sénatrice UDI de l'Yonne Dominique Verien soutient Valérie Pécresse

PAGE 5

lyonne.fr

# L'YONNE

## RÉPUBLICAINE

Tél. 03.86.49.52.00

CentreFrance

JEUDI 18 NOVEMBRE 2021 - 1,10 €

**■ JUSTICE**

### Prostituée agressée à Monéteau, deux hommes condamnés

PAGE 4

**■ FAITS DIVERS**

### Trafic de stupéfiants démantelé à Auxerre, quatre interpellations

PAGE 4

**■ PATRIMOINE**

### « Pas de privatisation du site », assure le maire de Pontigny

PAGE 6



**■ VIE QUOTIDIENNE**

### Auxerre et Sens se préparent en vue des fêtes de Noël

PAGES 7 ET 9

# Manger à sa faim, un combat quotidien



**■ PAUVRETÉ.** Selon le Secours catholique, la crise sanitaire a « renforcé les difficultés » des personnes les plus vulnérables. L'aide alimentaire n'en est que plus précieuse.

**■ YONNE.** Dans le département, 632 foyers ont bénéficié d'un programme leur offrant un accès digne à une alimentation de qualité, en 2020. PHOTO D'ARCHIVES JÉRÉMIE FULLERINGER

PAGES 2 ET 3

**■ PROPOS D'UN JOUR**

**Allô, c'est Médor.** On connaissait le réflexe de Pavlov, consistant chez le chien à anticiper l'arrivée de son repas associé à un son de cloche. Voilà le « Dogphone » ou comment garder le fil avec son maître. Pour le joindre, Médor dispose d'une balle, remplie de capteurs. Il lui suffit de la secouer, comme on le lui a appris, et le tour est joué. Sa truffe apparaît immédiatement sur l'ordinateur de son propriétaire, ravi de pouvoir lui montrer son lieu de travail, le restaurant où il a ses habitudes... Le maître peut aussi contacter son animal, libre d'ignorer l'appel ou d'y répondre. On peut se demander qui a le plus intérêt à garder un œil sur l'autre ?



### Poids lourd de l'omnisports, l'US Toucy a vu fondre ses effectifs

**SOCIÉTÉ.** Forte de quatorze sections, l'US Toucy est passée de 1.129 adhérents en 2019-2020 à 964. Ses dirigeants analysent la situation. **PAGE 16**



### Le collège Miles de Noyers forme des champions des sports de pleine nature

**SPORT SCOLAIRE.** Ses élèves ont gagné les championnats académiques UNSS de bike & run, hier. Ils iront aux championnats de France. **PAGE 22**

# « La crise a renforcé les difficultés »

## Solidarité

Le Secours catholique dévoile aujourd'hui ses statistiques de l'état de la pauvreté en France au travers de données collectées localement. Si elle ne constate pas une nouvelle vague de pauvreté, l'association souligne que la crise sanitaire a creusé de grandes difficultés chez les personnes déjà très fragilisées. La tendance se confirme dans l'Yonne, où les bénévoles multiplient les projets sociaux, auprès de 632 foyers en 2020.

Antoine Compigne  
antoine.compigne@centrefrance.com

**E**n France, entre cinq et sept millions de personnes auraient eu recours, en 2020, à l'aide alimentaire. Le Secours catholique en a accueilli 777.000, dont 367.500 enfants.

Ces chiffres, l'association vient de les publier dans son *État de la pauvreté en France en 2021*, selon des données collectées l'an dernier (*lire ci-dessous*). Elle s'est donné pour mission de travailler sur un accès digne à l'alimentation, avec un programme national sur cinq ans : « Ensemble bien manger bien vivre ».

### De l'écoute avant une aide alimentaire

Ce programme trouve déjà des déclinaisons dans l'Yonne. Les bénévoles icaunais du Secours catholique ont accueilli 632 foyers en 2020, dont une majorité de personnes seules (40 %) et de familles monoparentales (34 %). « Il ne s'agit pas d'une vague de pauvreté nouvelle, estime Catherine Ranc, présidente du Secours catholique en Bourgogne. Ce qu'on constate, c'est que la crise a renforcé les grandes difficultés des person-

nes déjà très fragilisées. » Elle précise que la période traversée a fait apparaître de nouveaux profils, avec des étudiants, artisans et autoentrepreneurs.

« Si la première demande des personnes que nous rencontrons est le besoin d'écoute, la demande d'aide alimentaire reste importante et a augmenté en 2020 », complète Olivier Truillet, vice-président du Secours catholique pour l'Yonne. L'antenne icaunaise a accordé 31.157 € d'aides financières en 2020, dont la moitié pour de l'alimentation et de l'hygiène.

### Des partenariats avec d'autres associations solidaires locales

Dans les territoires, des initiatives veulent aller plus loin que le seul dépannage alimentaire. « Depuis 2020, nous distribuons des paniers solidaires à Sens en partenariat avec les Jardins de la croisière », explique Nathalie Bau animatrice au Secours catholique pour le Sénonais, la Puisaye et l'Avallonnais.

Chaque jeudi, dans les locaux de l'antenne sénonaise, une quinzaine de personnes se re-

trouvent pour récupérer leurs paniers. En un an et demi, près de 900 paniers de légumes bio, produits sur place, ont été distribués à une cinquantaine de foyers volontaires. « Les profils sont très variés, on réunit des familles, des migrants, des personnes qui travaillent à temps partiel, celles qui suivent un régime spécifique... », liste Nathalie Bau.

Ce temps d'échanges permet de troquer des légumes, de discuter des recettes, mais aussi de faciliter les confidences sur les difficultés du quotidien. Un projet similaire est expérimenté au bar solidaire de la Pause du pont à Auxerre : dix personnes isolées auront accès, chaque semaine, pendant six mois, à un panier de légumes bio issu de l'Amapp (\*) de Gurgy.

Parmi les personnes qui poussent la porte du Secours catholique, 60 % ont vu leur budget alimentaire augmenter « de façon significative » pendant le premier confinement. La principale cause est la fermeture des écoles et donc des cantines qui permettent souvent aux enfants d'avoir un repas complet, équilibré, facturé selon les ressources des familles.

En réponse, le Secours catholique entend développer le concept de jardin partagé. « Nous en avons lancé un en mai 2021,



à Monéteau, chez une particulière qui prête son terrain, détaille Olivier Truillet. À Bléneau, le jardin partagé a déménagé sur un deuxième terrain et, à Tonnerre, un nouveau devrait voir le jour au printemps prochain. » « On ne savait pas où aller pour avoir accès à une alimentation digne, mais le Secours catholique nous a accom-

pagnés pour la création d'un jardin et travaillé au développement d'une cuisine commune, qui fonctionne très bien », expliquait Bénédicte, responsable du jardin partagé de Nevers (Nièvre). Elle évoquait son expérience lors d'une conférence de presse régionale organisée avant-hier.

Amener les bénéficiaires à par-

## 27 % des personnes aidées ne prennent pas un repas par jour

Dans son rapport annuel présenté mardi, le Secours catholique dresse le profil des personnes accueillies et accompagnées.

En 2020, les 61.300 bénévoles répartis dans toute la France ont accompagné 777.000 bénéficiaires, dont 409.500 enfants. « Sans surprise », la demande d'aide alimentaire est en hausse : elle concerne 54 % des personnes qui franchissent la porte d'une antenne de l'association.

Cet *État de la pauvreté en France en 2021* évoque également un point « particulièrement alarmant » sur le plan de l'alimentation, avec 27 % des bénéficiaires dans une situation



ÉQUIPE. Le Secours catholique compte 61.300 bénévoles. PHOTO D'ILLUSTRATION J.F.

d'insécurité alimentaire grave. Régulièrement, ils ne prennent aucun repas dans la journée.

### Un niveau de vie médian de 537 € par mois

À l'échelle nationale, 41,2 % des personnes accueillies au Secours catholique vivent seules, 28,6 % sont des parents isolés. Sur l'année 2020, le niveau de vie médian des personnes accompagnées est estimé à 537 € par mois, soit moitié moins que le seuil de pauvreté fixé à 1.102 € en 2019. « Il baisse de 6 € par rapport à 2019, rapportent les rédacteurs du rapport, reflétant l'accroissement dans nos accueils de la part de ménages avec des ressources extrêmement

faibles, voire nulles. » En effet, la part des ménages accueillis sans aucune ressource financière est de 22 %.

Dans son document analytique, le Secours catholique tire la sonnette d'alarme sur le recours à l'aide alimentaire, qui touchait 2,6 millions de Français en 2006, 5,5 millions en 2017, et jusqu'à 7 millions en 2020. Il s'inquiète aussi de la précarité d'accès au logement, un tiers de ses bénéficiaires n'ayant pas de logement stable. Enfin, il pointe du doigt les besoins exprimés en matière de loyers, de factures et d'accès à l'énergie, qui représentent 16 % des demandes des foyers. ■

# de la pauvreté dévoilé

## LE FAIT DU JOUR



PROGRAMME. Le Secours catholique entend dépasser le stade de l'aide alimentaire d'urgence en développant des initiatives de proximité pérennes. PHOTO D'ILLUSTRATION STÉPHANIE PARA

Z4600 / Ayant droit bourgogne@secours-catholique.org

tager leurs galères, c'est la problématique principale à laquelle font face les bénévoles. Ainsi, en Puisaye, c'est une équipe de visites à domicile qui est à l'origine du projet de laverie itinérante. Ce camion sillonne les routes poyaudines depuis mardi.

### Ne pas stigmatiser

« Les bénévoles se sont rendu

compte que certains foyers, après une séparation ou par manque de ressources, n'avaient pas de lave-linge », présente l'animatrice locale, Nathalie Bau. Au départ, l'idée d'une laverie fixe est imaginée, mais elle ne convient pas aux spécificités du territoire. C'est donc un camion prototype qui est expérimenté, avec une « participation libre et

en conscience » pour que l'aspect solidaire ne soit pas stigmatisant.

Des boutiques solidaires, des groupes conviviaux et même une équipe de football... Les projets qui vont au-delà de la distribution alimentaire se développent au sein du Secours catholique icaunais. Une volonté s'inscrivant dans le programme

national qui veut « dépasser les réponses ponctuelles, adaptées pour l'urgence ». Cela passe, localement, par « la mise en place de collectifs d'associations d'aides pour mutualiser les forces et les moyens, et faire face aux besoins croissants ».

Dans l'Avallonnais, le Secours catholique entend même s'impliquer dans le plan alimentaire

territorial porté par le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR), « afin d'y porter la parole des personnes en situation de précarité ». Une ambition qui devrait mobiliser la petite équipe de bénévoles qui s'est récemment montée dans la ville centre. ■

(\*) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne de proximité.

### ■ Six équipes d'accueil-écoute dans l'Yonne

À Auxerre, Avallon, Joigny, Pont-sur-Yonne, Sens et Tonnerre, le Secours catholique propose des lieux d'accueil et d'écoute pour toutes les personnes qui en ressentent le besoin. Une démarche qui se veut avant tout bienveillante, les bénévoles ayant conscience des difficultés à devoir franchir la porte d'une structure d'aide.

Au cours d'un rendez-vous, l'association propose un accompagnement dans la durée afin d'évoquer des dispositifs d'aides financières mais peut aussi octroyer des chèques-services pour des besoins d'hygiène ou alimentaires.

Douze groupes conviviaux animés par les bénévoles sont répartis sur l'ensemble du département. Le dernier à avoir vu le jour est le café sourire de Joux-la-Ville, au début du mois de novembre. Il traduit « la volonté d'être davantage présents dans les villages » de l'Avallonnais.

Pour connaître le point d'accueil du Secours catholique le plus proche de chez soi, une carte interactive est disponible sur le site de l'association : travail-bourgogne.secours-catholique.org. Situé place Corot à Auxerre, le comité icaunais est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 9 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures, mais aussi le mercredi de 9 à 12 heures (tél. : 03.86.52.68.46.).

## CAROLINE PONS ANTIQUITÉS

"Vu à la TV"

JOURNÉE D'ESTIMATIONS GRATUITES

AUXERRE

Apportez vos objets d'Art, Bibelots, Tableaux, Bronzes, Horlogerie, Vase Daum, Bijoux, Laliq...

Lundi 22 novembre 2021

de 10h00 à 17h00 sans RDV au Maxime

Mardi 23 novembre 2021 RDV chez vous

06 60 25 28 63 / 06 98 90 30 10

RDV Hôtel Le Maxime

2 Quai De La Marine 89000 AUXERRE

